

Le CES change les règles pour survivre

Le Conseil économique et social ne veut plus être l'otage du contexte politique, économique et social.

Bloqué depuis plus d'un an par des divergences irréconciliables entre membres du patronat et du syndicat, le CES a décidé de prendre de la distance par rapport aux sujets trop politiques pour se concentrer sur l'avenir du pays, quitte à s'éloigner de ses missions initiales.

De notre journaliste
Camille Leroux-Frati

Cela faisait un an qu'ils ne s'étaient pas retrouvés côte à côte devant la presse. C'est tout sourire que le président du Conseil économique et social et représentant des syndicats, André Roeltgen, le premier vice-président Serge Allegrezza, représentant le groupe des experts du gouvernement, et le second vice-président Gary Kneip, re-

présentant le patronat, ont annoncé hier la reprise officielle des travaux au sein de l'organe consultatif.

André Roeltgen revient de lui-même sur l'éclatement du CES en 2010. «Nous étions dans une situation de grandes divergences et de blocage des discussions, dans une crise manifeste», rappelle-t-il. Et il aura fallu un an aux membres du CES pour envisager un avenir. «Les discussions ont été vraiment compliquées, mais il y avait la volonté de continuer.»

Le CES a dressé un constat: s'il s'est déchiré, c'est bien parce que «les sujets dont nous discutons interféraient avec les sujets d'actualité dans le pays. Et là où il y a des décisions politiques, il n'y a pas la place pour une solution de consensus ou un avis commun.»

Inflation, finances publiques, compétitivité: autant de thèmes qui fâchent les partenaires sociaux. «Notre travail devenait globalement infructueux», commente Gary Kneip. Pour la directive services, au moment même où l'on débattait, les syndicats manifestaient à Bruxelles... Il devenait impossible d'avancer.»

➤ Éviter les sujets qui fâchent

Mais André Roeltgen se veut rassurant: «Le CES n'est pas une relique du passé, au contraire. Nous avons eu une pause créative.» L'assemblée générale a ainsi validé hier l'actualisation des missions du CES.

Celui-ci se veut aujourd'hui une «table d'avenir». Exit les avis an-

nuels sur l'évolution économique du pays, place à un programme de travail sur trois ans s'articulant autour de thèmes «d'intérêt stratégique pour le Luxembourg pouvant donner lieu à un large consensus». Des thèmes «qui ne sont pas directement dans l'actualité mais plus prospectifs», explique André Roeltgen.

Une première commission va plancher sur le PIB bien-être, un système d'indicateurs permettant de mesurer le bien-être de la société au-delà du revenu par habitant. La seconde sera dédiée au logement. «Nous savons qu'il y a des problèmes massifs. Il faut analyser la situation et voir comment préserver l'espace tout en maintenant le logement accessible.» Enfin, une commission s'attachera à dégager les perspectives économiques du pays, secteur par secteur. Objectif: déterminer les «créneaux» vers lesquels le Luxembourg doit s'orienter pour préserver sa croissance. La promotion de la recherche et de la formation continue, l'efficacité énergétique, l'emploi ou les finances publiques seront passés au crible. Pour 2013 et 2014, le CES prévoit de se pencher sur la politique d'intégration et la mobilité.

L'institution espère ainsi éviter les sujets trop brûlants. «Mais ce n'est pas un CES light», souligne André Roeltgen. Prendre de la distance

par rapport aux sujets discutés publiquement ne veut pas dire que nos thèmes ont moins d'importance.» Gary Kneip renchérit: «Les pensions, le plan emploi, tout cela dépend de la croissance» et de ce qu'elle sera dans dix ou vingt ans. Ce nouveau mode de fonctionnement fera l'objet d'un bilan fin 2014.

Pour se prémunir durablement contre les pièges politiques, le CES a également décidé de sélectionner les saisines dont il fait l'objet. Aussi certaines «interfèrent avec d'autres structures tripartites et d'un caractère politique plus élevé, alors que nous sommes un organe consultatif», précise André Roeltgen. Par exemple, pour l'inflation, il y a le nouvel Observatoire de la formation des prix.

Nouvelle méthodologie, nouvelles règles. Le CES en a informé le Premier ministre par courrier. Mais si ce programme prend des libertés avec les missions initiales de l'organe, ses dirigeants se montrent confiants. «Étant donné que nous sommes dans une situation difficile et que le dialogue social est dans l'impasse, je pense qu'il sera très compréhensif», sourit Serge Allegrezza. La tripartite n'a pas été un grand succès... Autrement dit, Jean-Claude Juncker ne peut que saluer le CES pour avoir réussi à remettre à la même table patrons et syndicats.



Photo: pierre matgé

Serge Allegrezza, André Roeltgen et Gary Kneip veulent faire du CES une «table d'avenir».

Un organe tripartite

Le Conseil économique et social est l'institution consultative permanente du gouvernement en matière d'orientation économique et sociale du pays. Il réunit des représentants des syndicats, du patronat et du gouvernement. Il se présente comme la «Maison du dialogue social permanent». Il compte 39 membres.

Jusqu'à présent, il était tenu de rendre un avis annuel sur l'évolution économique, sociale et financière du pays ainsi que les lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi. Systématiquement, un avis minoritaire devait être publié lorsqu'un consensus ne pouvait être trouvé.

VITE DIT

518 000
LE CHIFFRE

Handicap International Luxembourg a reçu 518 000 euros de dons privés pour son action en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010, et non 118 000 comme nous l'avons indiqué par erreur dans notre édition d'hier.

■ DÉCHETS

Après plusieurs rebondissements, ayant notamment nécessité trois prises de position de la part du Conseil d'État, la commission parlementaire du Dé-

veloppement durable vient d'adopter le rapport sur le projet de loi qui reformera la gestion des déchets. Le texte devrait être soumis au vote de la Chambre en février.

■ TRANSPORTS

Le syndicat Aviation civile de l'OGBL a reçu confirmation, hier, par la ministre des Classes moyennes que pour l'instant il n'est pas dans l'intention du gouvernement d'accueillir une compagnie aérienne à bas coûts au Findel. L'arrivée d'une telle compagnie risquerait selon l'OGBL de coûter quelque 6 500 emplois à l'aéroport du Luxembourg. D'autres pistes pour développer le Findel seront explorées.



Photo: thierry martin

L'ambassadeur de France au Luxembourg, Jean-François Terral, avait convié, hier, la presse luxembourgeoise à un déjeuner à l'occasion du nouvel an. L'ambassadeur a présenté ses vœux aux journalistes invités avant d'évoquer les prochaines manifestations organisées par l'ambassade dans le cadre des relations franco-luxembourgeoises.

éditorial

de notre journaliste

Bertrand Slézak



bslezak@lequotidien.lu

Hollande a pris de la hauteur

Lâchez un troupeau de taurillons dissipés dans une arène et il n'est même pas sûr que le spectacle soit plus bestial. Échaudée par un frémissement dans les sondages, la droite française s'est mise cette semaine à sortir l'artillerie lourde pour dénigrer le candidat socialiste à la présidentielle, François Hollande. La violence de certains propos a flirté avec la ligne jaune, opérant un glissement du discours politique vers un registre habituellement réservé à l'extrême droite.

Pourquoi? D'abord, parce qu'un groupe trouve le confort dans les pas de son chef. Et son «casse-toi pauvre» a montré la direction depuis bien longtemps. Les troupes sarkoziennes envoient donc naturellement en première ligne les bons petits soldats (aux ambitions démesurées) qui ne craignent pas la vulgarité tant que c'est pour plaire à Nicolas. Demandez aux voisins lorrains qui, avec Nadine Morano, tiennent là le plus éminent spécimen.

Ensuite, parce que, et sans doute plus que tout, la droite française craint ce François Hollande qu'elle pensait incapable d'acquiescer la carrure d'un présidentiable et

donc d'un adversaire de taille. C'est avec cette sérénité et ce flegme qui poussent certains à le trouver un peu trop «mollasse» pour la fonction que le candidat socialiste encaisse les coups. Une fois, il a failli déraiser. Mais son «sale mec» n'était que le mime d'un autre, ce qui a désamorcé la violence du propos. Hollande a dit qu'il voulait élever le débat. Et cela, même si son programme est attendu au tournant, les Français l'ont entendu. Dans le contexte actuel, c'est déjà beaucoup.

On avait décelé cette aptitude chez Hollande à prendre de la hauteur lors des débats de la primaire socialiste. On se souvient que, bousculée par une Martine Aubry excitée comme un pitbull affamé, il était resté droit dans ses bottes. Cela ne fera pas de lui un président mais le costume lui va de mieux en mieux. À un moment ou un autre, il faudra bien que la campagne tourne au débat d'idées. Face à Sarkozy et les autres, il lui faudra proposer des solutions alternatives aux Français. Mais à cent jours de la présidentielle, on ne peut s'empêcher de penser qu'il a déjà marqué des points.